

Journal de 13 heures  
8 000 à 9 000 réfugiés du camp de Nyarushishi  
sont depuis hier [23 juin] sous la protection de  
40 soldats français

Daniel Bilalian, Isabelle Staes, Benoît Duquesne, Laurent Boussié

France 2, 24 juin 1994

**À Kigali, le FPR mène depuis cette nuit une très grosse offensive d'artillerie.**

[Daniel Bilalian :] Madame, Monsieur, bonjour. Les soldats français ont lancé leur opération de sauvetage des populations menacées de massacre au Rwanda à partir de leur base arrière, à la frontière, en territoire zaïrois. En ligne, tout de suite, nos envoyés spéciaux côté Français et au cœur de la capitale rwandaise Kigali. Le seul journaliste sur place, d'ailleurs, étant là-bas le journaliste de France 2, Laurent Boussié, que je vais interroger dans quelques instants.

**[Daniel Bilalian commence par interviewer Isabelle Staes, en duplex de Cyangugu.]**

**Daniel Bilalian :** Mais tout de suite, euh, Isabelle Staes, qui elle est dans la première colonne de secours française qui s'est engagée en territoire rwandais. Isabelle, comment avez-vous passé la frontière ?

**Isabelle Staes :** En fait ça c'est très bien passé. Autant vous dire que l'accueil est triomphal ici. La population, euh, applaudit, euh, acclame les troupes françaises. On crie, euh, "Vive la France", on brandit des drapeaux bleu-blanc-rouge. En fait ce n'est pas, euh, très surprenant puisque je vous le rappelle nous sommes en zone gouvernementale. Alors les militaires français, eux, sont accueillis un peu comme des sauveurs. Et nous avons même rencontré des..., des militaires rwandais de l'armée, euh, régulière qui nous ont dit ce matin : "Ça y est, la France est là. Elle va rétablir la paix" [diffusion

d'une carte du Rwanda localisant notamment la ville de Cyangugu ainsi que une ligne de front qui s'arrête à la limite de la région de Kibuye].

**Daniel Bilalian :** Alors où êtes-vous exactement : à Cyangugu, c'est ça ? C'que nous voyons sur la carte ?

**Isabelle Staes :** Alor en fait nous..., nous sommes plus exactement, euh, à Nyarushishi dans le..., le plus grand camp de réfugiés tutsi dans l'Ouest du Rwanda. Ça se trouve à..., à une dizaine de..., de kilomètres de Cyangugu. Et en pleine brousse il y a ici 8 à 9 000 réfugiés, euh, tutsi qui ont donc, euh, fui les massacres. Et depuis hier [23 juin] ils sont sous la protection des militaires français, une quarantaine d'hommes environ de la 11<sup>ème</sup> division parachutiste de Toulouse. Alors le camp est vraiment immense et tous ces réfugiés, euh, s'entassent dans des tentes. Ils sont, euh, ravitaillés et soignés – car beaucoup souffrent de dysenterie – par la Croix-Rouge. Et puis surtout, euh, ils se sentent, disent-ils, un peu plus en sécurité maintenant.

**Daniel Bilalian :** Alors où êtes-vous, qu..., décrivez-nous le..., ce qui se passe autour de vous. Les soldats français sont en train de..., euh, d'entrer dans..., dans ce camp de réfugiés où il y a environ 8 000 personnes vous nous dites. Que vont-ils faire maintenant, Isabelle ?

**Isabelle Staes :** Non, en..., en fait c'qui se passe, c'est que bon, les soldats français sont arrivés, euh, ici hier [23 juin]. Ils ont donc déjà pris contact avec les Tutsi, hier. Et..., et d'ailleurs le..., le colonel, euh, Thiébaud [Tauzin alias Thibaut] qui est en charge de l'opération ici, nous a raconté que lorsqu'il est arrivé, les Tutsi étaient méfiants puisque, bon, on connaît les amitiés, euh, le soutien de..., de la France, euh, euh, au Président Habyarimana. Donc en fait les Tutsi se méfiaient et se sont dit peut-être que les soldats viennent, euh, contre nous en fait. Bon, à..., bien sûr, euh, tout cela s'est..., s'est rétabli, euh, et puis ça se passe très, très bien ce..., maintenant. Nous avons suivi le colonel ce matin, euh, et..., et tout va bien maintenant. Mais les militaires sont à l'extérieur du camp, autour du camp.

**Daniel Bilalian :** Bien. Alors, euh..., comment, euh, dernière question, Isabelle, comment s'est passé, euh..., le trajet ? Est-ce que vous vous êtes sentie en sécurité ou bien est-ce que, euh, vous sentiez le danger autour de..., de cette colonne de militaires français ?

**Isabelle Staes :** Non..., en fait on ne ressent pas de danger. Euh, il y avait ici il y a peu de temps, euh, beaucoup de barrages, euh, tenus par le..., les milices extrémistes hutu, euh, il n'y en a plus. On a pu circuler librement. Et en ce qui concerne en tout cas le FPR, nous sommes quand même à une centaine, euh, de kilomètres de la ligne de front. Alors on peut toujours

redouter des..., des infiltrations mais pour l'instant tout se passe bien.

**Daniel Bilalian :** Bien. Alors avant d'interroger nos autres envoyés spéciaux, tout de suite, euh, le point du développement de l'opération et ses premiers objectifs. Stéphane Manier.

[Stéphane Manier :] Gestes provocateurs de ces enfants zairois : il va avoir de la bagarre [on voit des enfants en train de mimer une bagarre]. Gestes immédiatement stoppés par les soldats chargés de la sécurité de l'aéroport de Goma [on voit un militaire zairois s'avancer doucement vers les enfants]. Immédiatement démenti aussi par le calme des soldats français, l'opération Turquoise est et sera humanitaire. Et les premières missions sont faites pour en apporter tout de suite la preuve [on voit des militaires embarquer dans un avion gros-porteur].

Les troupes françaises ont pénétré d'une dizaine de kilomètres seulement en territoire rwandais. Parties de Bukavu au Zaïre, elles se sont rendues exactement de l'autre côté de la frontière dans la petite ville de Cyangugu [diffusion d'une carte du Rwanda et de l'Est du Zaïre localisant notamment les villes de Goma, Bukavu et Cyangugu ; un zoom sur la carte montre une flèche rouge au départ de Bukavu qui pointe en direction de Cyangugu]. Objectif : protéger 8 000 Tutsi réfugiés dans trois ou quatre camps, emporter les blessés dans l'hôpital de campagne installé à la frontière côté zairois [on voit des militaires français sous un hangar en train d'étudier des documents et de téléphoner].

Autre mission envisagée au nord cette fois, toujours depuis une base aérienne [sic] zairoise, Goma : patrouiller dans la région de Gisenyi. Mais pour l'instant aucun militaire français n'a semble-t-il franchi la frontière [diffusion de la même carte que ci-avant ; une autre flèche rouge au départ de Goma pointe en direction de Gisenyi].

Deux choses rendent encore ces militaires circonspects : les 2 500 hommes prévus pour cette opération ne sont pas encore tous à pied d'œuvre [on voit des militaires français assis sur le tarmac de l'aéroport de Goma en train de vérifier armes et paquetages]. Le dispositif n'est donc pas entièrement opérationnel. D'autre part il faut montrer que le but n'est pas de soutenir les troupes hutu ou tutsi qui s'affrontent sur le terrain. Donc choisir des objectifs clairement civils, humanitaires, éloignés de la capitale Kigali et des lignes de front en général [gros plan sur un avion gros-porteur].

[**Daniel Bilalian interviewe à présent Benoît Duquesne, en duplex de Bukavu.**]

**Daniel Bilalian :** Voilà. Je reprends contact avec nos trois envoyés spé-

ciaux, que vous allez voir apparaître sur la carte. Euh..., Benoît Duquesne, euh, vous êtes où exactement ? Benoît ?

**Benoît Duquesne :** Oui, ben moi je suis à Bukavu. C'est de là donc qu'est partie, euh, la colonne dont, euh, Isabelle Staes vous parlait tout à l'heure [diffusion d'une carte de la région des Grands lacs avec en incrustation le portrait des trois envoyés spéciaux de France 2 au Rwanda : Isabelle Staes, Benoît Duquesne et Laurent Boussié]. J'ai pas entendu c'qu'elle vous a dit parce qu'y'avait un C-130 qui dé... collait à nouveau ici, euh, sur l'aéroport. Il faut comprendre qu'y'a plusieurs opérations qui se mènent en même temps. En dehors de celle qu'a suivi Isabelle ce matin, y'a donc une autre colonne qui remonte à partir de la ville, euh, de..., de Cyangugu, qui remonte le long du lac qui fait frontière entre le Zaïre et le Rwanda, et qui a pour mission de re..., d'aller jusqu'à Kibuye, une ville qui est à peu près à..., à la moitié de..., de..., de ce..., de parcours, du lac, et voir éventuellement s'il y a là des problèmes humanitaires. Autrement dit ils font ce qu'ils m'ont..., ce qu'ils appellent du "renseignement humanitaire". Ils ont pour tâche d'essayer de voir s'il y a d..., par-ci ou par-là des populations ou des..., des îlots où des gens seraient en difficulté. Dans ce cas là, ils leur apporteraient assistance. Et puis y'a une autre mission qui est partie, euh, aussi, euh, par la route, vers le Sud cette fois, vers Bugarama, avec là aussi les mêmes objectifs et les mêmes impératifs. Et enfin une dernière chose : ce sont des hélicoptères qui sont partis tout à l'heure, vers 10 heures, euh, d'ici, pour aller directement à Kibuye, pour essayer de voir, euh, comment se passaient notamment les missions des religieuses. Parce qu'y'a là-bas plusieurs missions de religieuses et on ne sait pas trop dans quelle, euh, dans quelle situation elles se trouvent.

**Daniel Bilalian :** Bien. J'vous reprends dans quelques instants Benoît.

[**Daniel Bilalian interviewe en troisième lieu Laurent Boussié, en duplex de Kigali.**]

**Daniel Bilalian :** Je voudrais appeler maintenant le seul journaliste qui se trouve encore à..., à Kigali, la capitale du Rwanda. C'est Laurent Boussié. Laurent, vous êtes vous au cœur, euh, du pays, donc à Kigali, avec ce matin une offensive terrible pour, euh..., que..., pour le FPR, la..., les rebelles qui ont envie vi... siblement de prendre totalement, euh..., la ville, en tout cas très rapidement. Laurent ?

**Laurent Boussié :** Oui, écoutez, euh, Daniel, euh, déjà cette nuit il y a eu une très, très grosse offensive, une très grosse préparation d'artillerie, euh, ici à Kigali, une préparation d'artillerie qui a cessé vers, euh, 7 heures, 7 heures et demie le ma..., ce ma..., ce matin. Et l'offensive semble avoir repris

vers 11 heures. Alors actuellement il y a d'intenses combats, euh, dans la ville et il y a de très intenses combats autour de l'hôpital de la Croix-Rouge où tout le personnel médical est aux abris. Un obus y est même tombé sur la salle où l'on trie les blessés. On n'a pas pour l'instant d'information sur le nombre de personnes qui ont été touchées. Mais il semble effectivement – et c'est rare qu'une opération se déroule en pleine journée, qu'elle commence le matin –, il semble qu'il y ait, euh..., peut-être..., peut-être pas le..., l'offensive finale mais en tout cas c'est une très grosse offensive que seule arrête de temps en temps la fatigue des hommes et..., et..., et..., et le manque de..., de munitions. Parce que les circuits logistiques pour faire arriver les armes sont quand même assez difficiles.

**Daniel Bilalian :** Euh, Laurent Boussié vous êtes en compagnie, vous, de forces du FPR, des rebelles qui sont hostiles à l'intervention française. Est-ce qu'ils font état autour de vous de..., du commencement de l'opération des forces françaises ?

**Laurent Boussié :** Écoutez, ce matin, le FPR avait organisé une manifestation où il y avait environ 2 500 personnes qui manifestaient, euh..., contre la présence française où le Président Mitterrand a été, euh, traité, euh, de..., de traître, de tueur, etc., etc. Euh, donc, vous voyez qu'ils continuent à manifester, qu'ils continuent à maintenir la pression contre cette intervention, euh, française, qu'ils, euh, qu'ils, euh, qu'ils..., qu'ils accusent de vouloir aider, euh..., leurs ennemis.

[**Daniel Bilalian tente à présent de redonner la parole à Isabelle Staes.**]

**Daniel Bilalian :** Voilà. Un dernier mot, euh..., d'Isabelle Staes. Simple-ment, un mot Isabelle : vous disiez que les Français n'ont pas pris position dans le camp de réfugiés tutsi, euh, où ils sont arrivés ce matin, mais est-ce que vous avez une idée de la suite de l'opération qu'ils vont mener ?... Isabelle ? J'ai perdu Isabelle Staes. J crois qu'on a fait là le..., le point avec l'ensemble de nos envoyés spéciaux. Euh, nous y reviendrons peut-être tout à l'heure s'ils ont de nouvelles informations.

La France, euh, qui a pris l'initiative, euh, vous le savez, la tête de cette opération Turquoise, ne reçoit pour l'instant qu'un renfort limité et matériel, par exemple des États-Unis. Les Italiens, ben ils se demandent s'ils doivent agir ou non. Le seul partenaire africain qui se soit engagé concrètement, eh bien, c'est le Sénégal. Un premier détachement s'est embarqué ce matin à Dakar. Sur place, nos envoyés spéciaux Jérôme Cathala, Jacques Gérard.

[Jérôme Cathala :] "Nous sommes les Diambars", les héros en langue

wolof [on voit des militaires sénégalais en train de chanter et danser sur une piste d'aéroport ; une incrustation "Dakar, ce matin" s'affiche à l'écran]. 6 heures du matin, sur la base de Ouakam près de Dakar, les hommes du 22<sup>ème</sup> bataillon de reconnaissance et d'appui se préparent à rejoindre les forces françaises au Zaïre. Équipement impeccable, hier [23 juin] la France les a habillés de pied en cap, brodequins et fusils Famas compris [on voit un soldat sénégalais inspecter la tenue de ses hommes].

À terme ils seront 300. Aujourd'hui seuls 40 d'entre eux s'envolent en pré-curseurs. Leur mission, le ministre des Forces armées est venu la rappeler : objectif strictement humanitaire [on voit le ministre sénégalais en train de saluer les militaires]. Sans états d'âme apparents, même s'ils sont politiquement isolés en Afrique, même si certains les accusent d'être dans les bagages de la France [on voit à nouveau les militaires sénégalais danser au pied d'un avion gros-porteur].

[“Colonel Djibril Thiandoun [Thiandoun], Commandant du détachement sénégalais” : “Je vais donner le meilleur de moi-même. Mes hommes aussi sont très enthousiastes. Les considérations politiques, c'est pas notre problème. De toute façon, après tout, nous sommes très fiers de travailler avec la France”.]

[Jérôme Cathala, face caméra, sur le tarmac de la base de Ouakam : “En fait le Sénégal, comme la France, mesure bien les risques politiques et militaires d'une telle intervention aussi humanitaire soit-elle. Alors pour éviter tout risque inutile, les troupes sénégalaises seront d'abord cantonnées à des missions qui les tiendront éloignées du front”.]

[Daniel Bilalian :] Au sommet européen de Corfou qui commence aujourd'hui, en Grèce, la France va chercher un soutien, euh, plus explicite de ses partenaires qui sont, euh, – c'est le moins qu'on puisse dire pour le moment – timorés. Corfou, Philippe Harrouard.

[Philippe Harrouard :] C'est dans une ancienne église dédiée à Saint-Georges que se sont retrouvés ce matin à Corfou les Douze [gros plan sur une église blanche ; une incrustation "Corfou" s'affiche à l'écran]. Avec un invité, Boris Eltsine, venu signer un accord de partenariat avec l'Europe [on voit le Président de la fédération de Russie en train de signer ledit accord devant une assemblée]. C'est au dîner de ce soir que les chefs d'État et de gouvernement parleront du Rwanda [gros plans sur les chefs d'État et de gouvernement, dont François Mitterrand].

Mais les conversations hors sommet dans la journée permettront à la France de faire le point avec ses partenaires. Silvio Berlusconi se laissera-t-il convaincre finalement d'y aller malgré sa grande prudence [on le voit en train

de signer l'accord] ?

La Belgique, le Portugal, le Danemark pourraient participer à un soutien logistique. Les Espagnols sont moins enthousiastes. Rien de concret de la part des Allemands. En tout cas, il devrait y avoir à Corfou un texte pour appuyer l'intervention de la France.

[Philippe Harrouard, face caméra, près du lieu du sommet situé au bord de la mer : "Mais la France veut plus. Elle réclame 'un soutien plus actif de la part de ses partenaires européens', disait hier [23 juin] Monsieur Lamassoure, le ministre des Affaires européennes. En langage non diplomatique cela veut dire : 'Les paroles c'est bien joli, les actes c'est tellement mieux'".]